

FIC 2020 : l'ANSSI veut accélérer la souveraineté européenne

C'est la tradition au FIC de Lille : une conférence plénière est réservée à l'allocution de Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI qui délivre son analyse du contexte cybersécuritaire à la communauté des professionnels du secteur.

Pour l'édition 2020, la douzième du nom, le message est à la construction d'une « souveraineté européenne en matière de cybersécurité ». Si l'idée d'une « union sacrée de la cyber » sur le continent n'est pas nouvelle, l'urgence à la mettre en oeuvre est encore plus marquée au regard de [la montée en puissance des attaques](#) relevées en 2019.

Rappelons que l'Union européenne (UE) a mis en place la directive NIS (Network and Information Security) du 6 juillet 2016 [promulguée](#) par la France en février 2018. Elle étend à d'autres acteurs économiques, que les opérateurs d'importance vitale ([OIV](#)), des obligations de sécurité et de notification d'incidents de sécurité.

Autre initiative : le Cybersecurity Act adopté en juin 2019 par le Conseil de l'Union Européenne qui prévoit d'instituer l'ENISA, l'Agence européenne pour la cybersécurité, au coeur d'un dispositif commun aux membres de l'UE et définir ensuite un cadre européen de certification de cybersécurité.

Blue OLEx, première étape dans l'échange

« Face à l'ampleur de la menace cyber, l'ANSSI appelle à approfondir cette base et à positionner la cybersécurité comme un enjeu prioritaire de la nouvelle législature européenne. L'année 2020 marque le début d'un nouveau cycle européen » affirme l'agence, rattachée à Matignon.

Sans surprise, Guillaume Poupard appelle une nouvelle fois à la mobilisation générale du tissu économique et social mais aussi des administrations et des institutions et à des financements de Bruxelles pour soutenir la R&D des spécialistes européens.

Parmi les bonnes pratiques déjà en place, il cite [l'initiative Blue OLEx](#) lancée en juin 2019. « Un premier pas pour établir un dialogue européen de haut niveau sur les sujets cyber (qui) a également permis d'identifier les domaines dans lesquels la coopération doit être renforcée pour répondre de manière concertée aux défis auxquels l'écosystème européen est confronté. »

A la veille du Brexit et en pleine négociation politico-économique sur la place de Huawei dans les futurs réseaux 5G, l'Europe de la cybersécurité est au pied du mur.

[#FIC2020](#) L'ANSSI plaide pour une souveraineté européenne en matière de [#cybersécurité](#)<https://t.co/25CUd7vVO8> pic.twitter.com/VnECdLUDqb

— ANSSI (@ANSSI_FR) [January 29, 2020](#)

